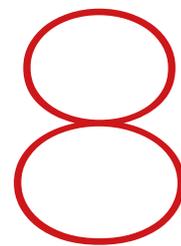


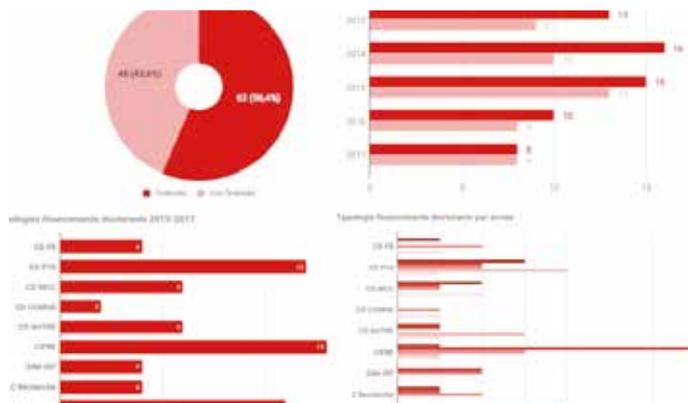
UNE VUE DU LAVUE

LABORATOIRE ARCHITECTURE VILLE URBANISME ENVIRONNEMENT



QUOI DE NEUF...

L'année 2018 a été avant tout marquée par la construction et dépôt de notre rapport HCERES. Un long travail qui a commencé à l'AG passée et dont nous sommes très satisfaits tant des résultats que du processus d'élaboration. Indubitablement, la collaboration et la mobilisation active de tous nous ont permis d'avancer sur cette voie étroite et de ainsi mieux maîtriser notre destin collectif. Nous tenons ici remercier tous les chercheurs et Ita pour l'effort consenti et en particulier les responsables d'axe. Nous accueillerons le comité de visite HCERES le 7 février 2019. Avec ce riche rapport, le LAVUE a démontré une forte activité de recherche mais aussi de collaborations scientifiques nationales et internationales, des productions et organisations des événements scientifiques vraiment intéressantes et un tournant conséquent dans la vie des doctorants. Nous espérons que cet élan puisse continuer sinon s'améliorer ! La deuxième partie du rapport liée au projet de nos cinq prochaines années est marquée par la continuité des actions commencées par les cinq axes dans un effort de convergence thématique autour des urban studies. Ce choix issu de nombreux échanges permettra au LAVUE une meilleure identification des spécificités de ses recherches et des postures des chercheurs et doctorants dans le panorama de la recherche. Autour de ce travail et des thématiques et des enjeux soulevés, une nouvelle direction collégiale a émergé et sera soumise au vote durant la prochaine AG (29/11/18).



L'autre point fort de l'année a été le colloque "le droit à la ville vu des quartiers populaires" en Mai 2018, pour fêter à notre manière le cinquantenaire de l'ouvrage de Henri Lefebvre. Comme il se devait, ce colloque s'est déroulé à Nanterre et s'est construit de façon partenariale entre chercheurs et acteurs de ce droit à la ville autour de plusieurs table-ronde. C'est une des façons de rassembler également les énergies et les réflexions autour de ce tournant "collaboratif" auquel le Lavue entend fortement contribuer.

Roberta BARTOLETTI,
professeure de sociologie (Urbino, Italie),
visiting researcher au LAA-LAVUE en 2018



NOUS ACCUEILLONS

Durant la période du 5 mars au 12 avril 2018 Roberta Bartoletti, professeur de sociologie de la culture et de la communication à l'Université de Urbino Carlo Bo (Italie), à été visiting researcher au LAA-LAVUE dans le cadre de la recherche Ademe en cours *Natures urbaines en pratiques digitales* (cf. UVDL#4). Depuis 1999, elle est membre du Centre de Recherche LaRiCA de l'Université d'Urbino, créée en 1995 en tant que centre de recherche innovant sur l'interaction entre les processus sociétaux et les technologies émergentes d'information et de communication. Depuis 1990, Roberta Bartoletti a participé à plus de 40 projets de recherche financés par des institutions publiques ou privées dans le domaine de la sociologie de la communication, de la culture et de la consommation. Ses recherches portent notamment sur les études culturelles et la sociologie des pratiques de consommation, la sociologie de la communication, la consommation et les médias sociaux, les études de la mémoire. Depuis 2012 elle est engagée dans une recherche sociologique sur les pratiques sociales et imaginaires concernant la nature dans la

ville et les pratiques de loisirs; elle a réalisé une recherche ethnographique sur les jardins familiaux dans la ville de Bologne et sur les pratiques d'engagement civique (guérilla, citoyenneté active et "communs"), en tenant compte du rôle des plateformes numériques et des médias sociaux dans l'engagement civique et l'expérimentation de nouvelle forme collaborative de gouvernance urbaine. Parmi ses recherches le plus récentes, elle est en train, avec d'autres sociologues italiens de s'interroger sur le thème du *public engagement* et du changement de la citoyenneté dans les politiques de la "collaboration citadine" de la Ville de Bologne (Italie). Sa collaboration avec le LAA-Lavue à commencé en 2013, et a conduit l'année suivante (2014) au montage de un partenariat international pour un appel Horizon 2020 avec le projet "DIGIPRANA - Nature in digital practices"

présenté en mai 2015 (Horizon 2020, call H2020-Euro 6 2015, RIA, proposition n. 693211, avec le partenariat de France, Italie, Danemark et Espagne). Le projet n'a pas été lauréat par le programme Horizon 2020, mais a été développé par l'équipe française coordonnée par le LAA-Lavue et à obtenu un financement par l'appel Ademe Modeval Urba. Dans ce cadre, Roberta Bartoletti, a continué à collaborer avec l'équipe française en organisant cette période de visiting où elle a pu participer à l'analyse de l'ethnographie porté par le LAA-Lavue et co-organiser une rencontre-workshop pour la fin 2018.

COLLOQUE

LE DROIT À LA VILLE VU DES QUARTIERS POPULAIRES, Université Paris Nanterre Action liée à l'AXE 2 et 4 (??)

Les 23 et 24 mai derniers, à l'Université de Paris-Nanterre, s'est déroulé un événement prenant place dans le cadre des festivités des 50 ans de mai 68, et dans celui du cinquantenaire de la parution de l'ouvrage « Le Droit à la ville » du sociologue marxiste Henri Lefebvre, figure emblématique de l'Université de Nanterre pendant ces années. Hors des cadres d'un colloque purement académique, cet événement, organisé par Grégory Busquet, Agnès Deboulet, Romain Gallart et Camille Vergnaud (avec d'autres collègues et doctorants), et soutenu par le LAVUE, Centre SUD et le réseau APPUI, a consisté en une rencontre entre activistes, militants de terrain, chercheurs, professionnels et institutionnels autour des questions du droit à la ville, de la citoyenneté urbaine, de l'autogestion et de la participation. Il avait pour but de traiter des questions de l'appropriation des conditions de vie dans la ville et des décisions en matière d'urbanisme et d'aménagement. Il a pour cela posé la question de la signification du droit à la ville 50 ans après, pour les acteurs de terrain engagés dans les mouvements pour les droits sociaux urbains, pour l'émancipation urbaine, pour les droits à la centralité et à la participation, mais aussi à l'articulation avec les droits au logement.



Il s'est agi, à partir de tables rondes et de débats (sur les liens universités - quartiers populaires, sur les luttes contre le renouvellement urbain, sur les JO et le Grand Paris et sur le nouvel agenda urbain), de voir la manière dont le droit à la ville imprègne les luttes et revendications urbaines aujourd'hui, à l'échelle locale des mouvements sociaux et à celle, internationale, des réseaux militants. A l'inverse, ce colloque a également permis d'appréhender ce que permet une grille de lecture de ces mouvements et revendications à partir du droit à la ville.

Centré sur les constats des inégalités socio-spatiales et de la marchandisation des villes à l'échelle mondiale, de l'habitat précaires et des populations laissées pour compte des politiques urbaines ou sociales, de l'iniquité de certains projets niant toute forme de démocratie urbaine..., sur les moyens et stratégies à mettre en œuvre et sur les échanges, cette rencontre a

aussi permis de développer des rapprochement stratégiques entre différents collectifs locaux (Saint-Denis, Grenoble, Lille, Roubaix, Aubervilliers...), nationaux (APPUI, Pas Sans Nous, AITEC Urbain) et internationaux (CGLU, Plateforme Globale pour le Droit à la ville, Coalition européenne sur le Droit au logement...). Le soutien financier de la plate forme globale pour le droit à la ville et DPU (Bartlett university) ont permis de filmer les deux journées et de construire les jalons d'un petit film sur le droit à la ville.

RENCONTRES

PÉDAGOGIES COOPÉRATIVES, Deuxièmes rencontres Action liée à l'AXE 1

Les 25 et 26 mai 2018 ont eu lieu à Paris les secondes rencontres Pédagogies coopératives du Réseau SUD/Pratiques et pédagogies coopératives. Il s'agissait d'élargir le réseau des enseignements engagés dans ces pédagogies et de permettre un échange d'expériences et d'outils, dans la suite des rencontres des 18 et 19 novembre 2016 (Cf. une vue du Lavue n°5).

Un travail en amont a permis de réunir seize des vingt Ecoles nationales supérieures d'architecture ainsi que neuf universités, soit près de 70 participants. La question « Quand les pédagogies coopératives s'emparent des demandes sociales », était mise en avant. Les 23 interventions ont permis d'approfondir certains aspects (présence sur le terrain, réalisation de prototypes en vrai grandeur...) et d'ouvrir des débats plus inédits. Citons ainsi la contribution des étudiants à la production de connaissances fines ou le mutuel enrichissement d'une démarche qui articule l'analyse des lieux et des acteurs et



la conception spatiale. Notons aussi les modalités d'entrée sur le terrain. Par des acteurs institutionnels ou par la société civile ? Cette question qui ne recouvre pas précisément la distinction entre commande (qui restreint souvent le champ d'exploration et contraint les étudiants à des formes de restitution) et demande (qu'ils doivent identifier et explorer, voire satisfaire, en toute autonomie) a été encore davantage débattue. Relevons aussi une grande diversité de formats, entre expériences de longue haleine et expérimentations limitées à un semestre ou un workshop.

Ces secondes rencontres se sont conclues par une discussion ouverte à tous sur l'avenir de ces pédagogies coopératives et engagées dans le « Réseau SUD/Pratiques et pédagogies coopératives ». Aussi, d'autres chantiers restent à explorer, comme ce que ces pédagogies font aux étudiants (développer leur initiative et leurs adaptabilité, les confronter à des acteurs nouveaux pour eux, etc.), mais aussi aux acteurs qui y collaborent (développer leur attention à l'interaction espace / société civile, légitimer et donner forme à des demandes, renforcer les pouvoir d'agir, trouver de nouvelles formes d'articulation entre recherche, pédagogie et action, etc.).

À VENIR

JOURNÉES DOCTORALES DU LAVUE

28 novembre 2018, 14h00-18h00,

29 novembre 2018, 14h00-17h30,

Université Paris Nanterre

UMR CNRS 7218 LAVUE

Bâtiment M. Weber

200 avenue de la République

92001 Nanterre

PRATIQUES COLLABORATIVES DANS L'HABITAT SOCIAL

Recherche liée à l'AXE 4

Sabrina Bresson et Claire Carriou

Ce projet de recherche a pour but d'étudier le large éventail des initiatives favorisant des « pratiques collaboratives » dans l'habitat social. Nous entendons par « pratiques collaboratives » toutes formes d'interactions entre habitants, allant de l'instauration de micro-pratiques encourageant les liens de voisinage jusqu'à l'émergence de collectifs en capacité d'agir sur leur cadre de vie et d'engager des rapports différents avec les bailleurs-gestionnaires. Ces pratiques, issues de l'initiative des organismes Hlm ou provenant de l'action spontanée des habitants (parfois contre les organismes), se développent souvent à bas bruit mais suscitent un intérêt renouvelé aujourd'hui. Elles apparaissent comme de possibles pistes pour répondre aux aspirations des habitants et aux enjeux sociaux auxquels les bailleurs doivent faire face (isolement, monoparentalité, vieillissement, précarisation, problèmes de voisinage, etc.).

A partir d'enquêtes dans trois régions françaises (Ile de France, Hauts de France, Provence Alpes Côtes d'Azur), cette recherche entend contribuer à rendre visible, définir et catégoriser ces multiples expériences, qui vont bien au-delà de « l'habitat participatif » et incluent des initiatives variées (auto-construction, solidarités de voisinage, gestion collective des espaces communs, mutualisation de services ou d'équipements, co-conception, partage d'espaces, etc.). Trois grandes questions structurent notre travail : Comment (et selon quels critères) définir ces « pratiques collaboratives » et en proposer une typologie ? Quels sont les facteurs sociaux, territoriaux, institutionnels, qui favorisent l'émergence et le développement dans la durée de ces expériences ou au contraire les entravent ? Quelle est leur portée sociale et politique ? L'un des enjeux de la recherche étant de comprendre ce que traduit ou préfigure l'intérêt récent



du monde Hlm pour ces expériences : un renouvellement d'inspiration néolibérale du management de l'habitat social ou l'émergence de pratiques de gestion plus inclusives ?

Financée par l'Union Sociale pour l'Habitat, cette recherche associe neuf organismes Hlm (trois dans chaque région), les agences régionales Hlm et trois équipes locales de chercheur-e-s (Sabrina Bresson et Claire Carriou pour le LAVUE (coordinatrices) ; Séverine Bonnin-Oliveira, EA 889 LIEU, Aix Marseille Université ; Cécile Vignal et Antonio Delfini, UMR 8019 CLERSE, Université Lille 1). La recherche a débuté par un séminaire réunissant l'ensemble des partenaires en septembre 2018, pour formuler des intérêts communs, mais aussi identifier les singularités des terrains. Il s'agissait également de définir le cadre des relations entre les chercheurs et les organismes Hlm. La première année de la recherche sera consacrée à une phase exploratoire, un état des lieux des expériences, avant de se focaliser les 2e et 3e années sur des études de cas approfondies. Des séminaires annuels ponctueront la recherche et constitueront une plateforme d'échanges entre l'équipe de chercheur-e-s et les organismes Hlm impliqués.

Photo : Séminaire de lancement de la recherche, septembre 2018

PROXIMA : AGRICULTURES DE PROXIMITÉ ET MARGINALISATION SOCIALE, financement Paris Lumières

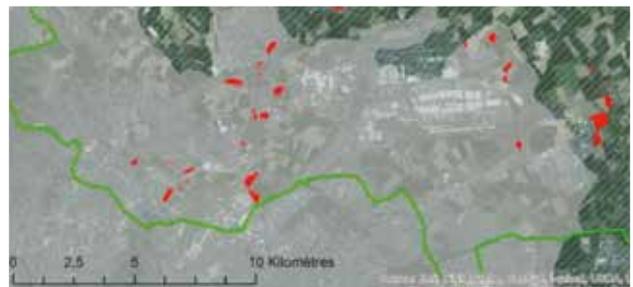
Recherche liée à l'AXE 5

M. Poulot et C. Aragau (LAVUE)- S. Darly (LADYSS)- C. Hochedez (Ruralités, Poitiers)- J. Le Gall (ENS Lyon)- N. Rouget (U. Valenciennes)

Le groupe de recherche PROXIMA, fondé en 2015 par plusieurs géographes français, a pour ambition scientifique d'approfondir les recherches relatives aux relations de proximité entre consommateurs et producteurs, entre agriculture et société, en se focalisant à la fois sur la dimension productive et agricole de ces relations, peu mobilisée jusqu'à présent, et sur les évolutions sociales qui affectent les espaces agricoles de proximité.

Une étude des exploitations agricoles et de leurs exploitants tant autour de la métropole francilienne que lyonnaise, tant autour de Stockholm que de Lille, a permis d'identifier les figures et le poids de types d'agriculture de proximité peu visibles ou dissimulées, liées notamment à certains marchés urbains de niche (demande de consommation « ethnique ») ou trop isolés pour être comptabilisés dans les bases de données statistiques. Nous avons proposé la notion « d'agricultures invisibles » pour qualifier ces figures agricoles dans une mise à l'épreuve avec d'autres propositions, notamment celles « d'agricultures ethniques ».

Surtout, les entretiens menés auprès des « travailleurs » de ces exploitations ont révélé des situations de forte précarité sociale de ces agricultures de proximité, volontiers plébiscitées dans les approches de la ville durable. Ces situations renvoient notamment à la structure de certains réseaux sociaux de proximité (statut des



travailleurs, niveaux de revenus des producteurs, rapports de domination dans les réseaux) mais aussi à des liens entre agricultures de proximité et migrations.

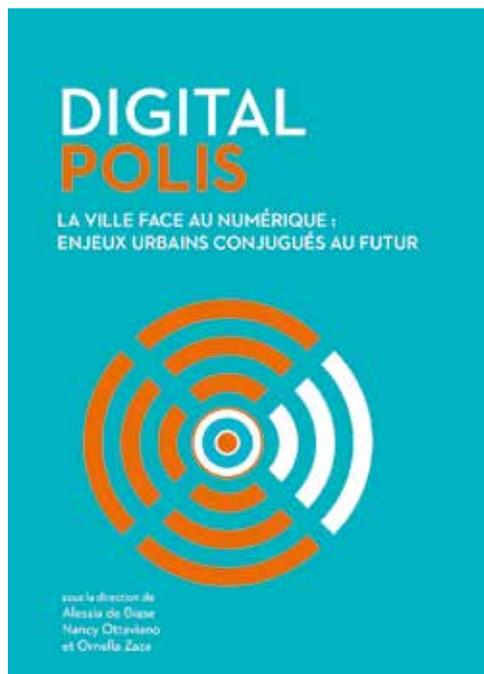
Ce lien entre agriculture et migrations est aujourd'hui au centre des recherches du groupe PROXIMA. Notre propos est certes d'interroger les risques d'accroissement des situations de vulnérabilité des migrants pratiquant l'agriculture (accès au foncier, violences sociales, xénophobie), mais aussi de montrer un potentiel élevé de dé-marginalisation avec l'activité agricole, en particulier grâce à l'exploitation de la proximité et la connexion aux réseaux commerciaux. En suivant la littérature sur les migrations, notamment celle sur le commerce « ethnique » (Ma Mung et al., 1992), nous proposons d'analyser les formes d'agriculture de proximité investies par les migrants sous le prisme de l'« agriculture communautaire » en étudiant le double rôle des réseaux communautaires dans les conditions de production agricole, mais aussi dans les débouchés et l'organisation de la commercialisation.

Photo : Les agricultures invisibles et ethniques : sites de maraîchage d'aromates (menthe notamment) en Plaine de France. Sites inconnus par la statistique et repérés par photo-interprétation

De Biase, A., Ottaviano, N., Zaza, O. (dirs.), (2018), *Digital Polis. La ville face au numérique : enjeux urbains conjugués au futur*. Éditions L'œil d'Or.

Cette publication entend contribuer à l'élaboration d'un regard critique sur les dynamiques qui émergent à la croisée des notions de numérique et de l'urbain. Les mots digital et polis servent de « ruse » pour déplacer le regard, sans l'enfermer dans des discours dominants ou des significations préconçues : la ville est prise en compte en tant que polis, c'est-à-dire celui qui serait le support actif d'un espace politique et social, et le numérique s'élargit à la notion de digitus, de l'empreinte digitale, où il serait possible de repérer la trace de l'humain, la présence du corps.

En organisant les contributions autour de quatre notions émergentes (communautés, compétences, données et réseaux), cet ouvrage mobilise une approche interdisciplinaire pour cerner la relation entre le numérique et l'urbain, le digital et la polis, en regardant aux acteurs concernés, aux échelles mobilisées, aux projets et projections, aux



stratégies de développement économique, aux pratiques des citoyens qui l'habitent... Il ne s'agira pas de décortiquer les enjeux techniques de dispositifs numériques singuliers, dans une approche techniciste, mais de suivre un questionnement anthropologique : dans un régime temporel conjugué au futur, l'intrusion des techniques du numérique en ville esquisse-t-elle une reconfiguration de l'espace politique, social et habité ?

Avec les contributions de :

Manola Antonioli, Roberta Bartoletti, Thierry Berthier, Letizia Chiappini, Elanor Colleoni, Jérôme Denis, Nicolas Douay, Marianna D'Ovidio, Daniel Gatica-Perez, Benoît Granier, Sophie Houdart, Olivier Kempf, Jean-Baptiste Le Corf, Dafni Mangaloussi, Lella Mazzoli, Muriel Michel-Clupot, Pierluigi Musarò, Jean-Bernard Nativel, Gwenaëlle Ogandaga, Maryvonne Prévot, Pascal Robert, Serge Rouot, Salvador Ruiz-Correa, Marie-Hélène Sa Vilas Boas, Rafael Sampaio et Darshan Santani.

Bonnin, P., Pezeu-Massabuau, J., (2017), *Façons d'habiter au Japon : maisons, villes et seuils*, CNRS Éditions.

La ville japonaise, la demeure et son usage, les subtilités de son esthétique autant que les paradoxes de sa modernisation sont une source d'interrogation permanente pour les architectes occidentaux.

Le plus souvent, un recueil s'offre à réunir les textes d'une seule main, marquant à la fois l'unité de préoccupation et l'évolution de la pensée de l'auteur. Mais la proximité de nos travaux réciproques est si patente et si constante qu'il nous a paru bien plus heureux, et même nécessaire, de réunir nos deux approches, en complément l'une de l'autre. Outre qu'aucune des deux ne nous paraît en souffrir, l'accent est ainsi mis sur l'objet central de nos travaux, la compréhension profonde que nous voudrions offrir de ce monde Japonais, plus que sur les particularités individuelles des auteurs.

Pages écrites sur le Japon, à la fin du XXe siècle et au début du XXIe, dans l'insouciance de la

modernité pour les premières, dans l'inquiétude de la durabilité de nos mondes pour les dernières, elles veulent offrir une étude approfondie des maisons et des villes japonaises, analysées et visitées par la plume des deux auteurs au cours de ces décennies d'études japonaises.

Nous avons souhaité respecter la règle tacite du recueil : outre deux textes inédits, les textes choisis, parus antérieurement sous forme d'articles dans les meilleures revues, sont rigoureusement respectés dans leur écriture initiale, témoignant de la pensée développée à la date de leur publication. Cependant, leur recollection formant ici un ouvrage de taille plus importante, la diversité des questions abordées s'élargissant, il nous a paru utile d'offrir au lecteur quelques outils supplémentaires pour la lecture et l'usage de l'ensemble : l'indication précise de la graphie japonaise des termes autochtones (écriture Kanji, hiragana et katakana), des index toponymiques, onomastiques, et généraux, une carte de l'archipel et un repérage chronologique des ères de l'histoire Japonaise. Cet outillage, qui constitue un gros travail, permet au lecteur un accès à l'ouvrage pour l'enseignement et la recherche.

